



**Julien DENORMANDIE, secrétaire d'État
auprès du ministre de la Cohésion des
territoires**

Paris, le Vendredi 6 octobre 2017

Seul le prononcé fait foi

Discours de Julien Denormandie

40 ans de la politique de la ville

Mesdames et messieurs les parlementaires et élus locaux,
Mesdames et messieurs les préfets et sous-préfets,
Mesdames et messieurs les conseillers citoyens,
Mesdames, Messieurs,

La politique de la ville a 40 ans.

Mais quel âge ont ses habitants ? Ils sont jeunes. Nous l'avons bien vu dans la vidéo, à l'instant.

6 habitants sur 10 des quartiers de la politique de la ville n'étaient pas nés il y a 40 ans.

Cette date est donc une date importante mais nous ne pouvons pas nous satisfaire d'une commémoration.

Dans les responsabilités qui sont les nôtres avec Jacques Mézard, ministre de la Cohésion des territoires, il s'agit bien de parler du présent et de l'avenir des quartiers populaires.

Je sais les inquiétudes qui émanent du terrain après les annonces de cet été et auxquelles nous devons apporter des réponses.

Je salue le rôle essentiel, vital, que jouent les élus locaux, les fonctionnaires de l'Etat, les acteurs associatifs, les gardiens d'immeuble, les conseillers citoyens...

Toutes celles et ceux qui font vivre les quartiers au quotidien, et grâce à qui le lien social n'est pas qu'un slogan ou une idée abstraite mais quelque chose de concret.

Le travail qu'ils font tous les jours, dans des conditions difficiles, mérite notre plus grand respect et celui du pays tout entier.

Je mesure enfin tout le potentiel et toute la richesse qui émanent des quartiers, trop souvent inexploités ou méconnus. C'est ce récit-là que nous devons aussi faire vivre.

Il ne s'agit pas de vous promettre un énième « plan Marshall » pour les banlieues mais bien de changer de méthode en mettant en avant ceux qui agissent sur le terrain et que les pouvoirs publics doivent accompagner.

C'est avec cet état d'esprit que nous avons conçu cette matinée avec le Commissariat général à l'égalité des territoires et Edouard Zамbeaux, que je remercie.

Nous venons d'entendre quelques témoignages d'habitants. C'est pour moi très important de commencer cette journée par la voix des habitants.

Nous parlons, par habitude, des quartiers, mais il n'y a pas un quartier qui ressemble à l'autre. Les problèmes, les réussites, les drames, se jouent même parfois à une échelle beaucoup plus fine.

Et n'oublions pas que les quartiers, ce sont des habitants, la vie qu'ils y mènent.

Une femme disait que beaucoup de choses ont été améliorées depuis l'époque des toutes premières marches citoyennes, au début des années 1980.

Et c'est vrai. Je pense par exemple à la création des zones d'éducation prioritaire et des missions locales.

Au vote de la loi SRU pour plus de mixité sociale.

Au lancement de la rénovation urbaine grâce à l'audace et à la formidable impulsion donnée par Jean-Louis Borloo.

A la mise en place des délégués du Préfet.

A la création des conseils citoyens...

Je pense bien sûr à la mobilisation considérable des élus locaux et des acteurs associatifs.

Le Président de la République l'a rappelé, les quartiers sont et resteront une priorité du

Gouvernement.

C'est pourquoi votre action est prioritaire. Nous avons des objectifs communs : briser les frontières qui étouffent les quartiers.

Ce sont bien sûr des frontières sociales, économiques mais aussi physiques et mentales.

C'est parfois le sentiment que des jeunes n'ont aucune chance de s'en sortir, parce qu'ils n'ont pas l'adresse, le nom, l'allure, que certains jugent recevables.

Il est impossible, vous le savez mieux que quiconque, de nous satisfaire de la situation actuelle.

Le taux de chômage est 2,5 fois supérieur à la moyenne nationale dans les quartiers.

Le taux de pauvreté y est 2 à 3 fois supérieur.

Les enjeux liés aux familles monoparentales, aux populations jeunes, à l'intégration des populations étrangères y sont plus prégnants.

Les foyers de délinquance persistent et les phénomènes de radicalisation se développent.

La politique de la ville, ce sont 40 ans d'efforts, de combats, qui n'ont certainement pas été vains.

Mais 40 ans qui nous disent, aussi : ce n'est pas assez.

Il faut continuer.

Nous devons tous, à tous les niveaux, ne pas nous décourager.

Les quartiers ne sont pas l'affaire des quartiers. C'est celle du pays. De notre cohésion. De chacune et chacun d'entre nous.

Mon ami l'humoriste Yassine Bellatar me disait l'autre jour : « Arrêtez de nous dire que vous nous aimez bien. Vous avez le devoir de nous aimer : on est sur le territoire. »

Ce ne sont pas que des mots.

Une personne que nous venons de voir dans la vidéo formule finalement la question qui nous rassemble. La politique de la ville, demandait-il, « qu'est-ce qu'on fait avec ? »

Notre première priorité est de soutenir celles et ceux qui agissent.

Nous allons entendre quelques-uns de ces acteurs au cours des ateliers qui viennent. Il serait trop long, mais tellement passionnant, de raconter leurs projets, ce qu'ils ont surmonté, ce à quoi ils sont parvenus.

J'étais il y a quelques semaines au Forum de Médiation Nomade à la rencontre de Yazid Kherfi et de toutes celles et ceux qui cherchent à trouver de nouvelles façons de faire, qui cherchent à faire autrement.

Avec Yazid Kherfi, c'est un camion qui va à la rencontre des jeunes dans des quartiers difficiles, à des horaires délaissés par les services publics.

Je pense bien sûr à Saïd Hammouche et à tout le travail formidable de Mozaïk RH.

Vous le savez, les habitants des quartiers populaires ont « 2,7 fois moins de chances d'accéder à un entretien, à compétence égale ». Comment l'accepter ?

Je pense aussi aux parrainages portés par Nos quartiers ont du talent.

Ce parrainage répond à un problème absolument dramatique : celles et ceux qui partent des quartiers pour faire des études et qui reviennent sans avoir trouvé de boulot, leur Bac + 5 dans la poche, et qui prennent un job qui ne correspond pas du tout à leur formation. Certains deviennent la risée du quartier.

C'est terrible car nous avons besoin d'histoires positives, de modèles, tout simplement parce qu'il n'y a pas de dépassement sans admiration.

Ces histoires démontrent à la fois l'ampleur des problèmes et tout le talent et l'énergie qui est mobilisé pour y répondre. Ils sont l'un des plus beaux visages de ce pays.

Nous avons encore des milliers d'idées à avoir, à tester, à déployer, pour transformer les quartiers.

Notre deuxième priorité est d'améliorer le cadre de vie.

Nous tenons notre engagement d'apporter un milliard d'euros supplémentaire au nouveau programme de renouvellement urbain.

Mais le cadre de vie ne résume pas à la transformation urbaine.

Pour reprendre une formule de Simone Veil alors qu'elle était ministre de la ville, « nous ne ferons pas la ville sans les habitants ».

Nous ne ferons pas les quartiers sans lien social et c'est tout le sens de la présence ici

des conseillers citoyens formés à l'école du renouvellement urbain.

Notre troisième priorité, enfin, est de favoriser la mobilité.

Il faut tout simplement en finir avec l'assignation à résidence.

L'accès aux chances, partout sur le territoire, l'accès à la citoyenneté, aux services publics, à l'éducation, à l'emploi, à la formation, à la culture. C'est cela la cohésion des territoires.

Non pas des territoires identiques, interchangeable, mais des chances identiques.

Pour parvenir à cet objectif, la politique de la ville a toujours fonctionné avec une double approche.

D'une part, une réponse coordonnée très forte au niveau de l'Etat.

Nous tenons notre engagement de reconduire le budget de la politique de la ville en 2018 (430M€) et pour les années suivantes.

Nous mettons en œuvre les engagements de campagne qui ont directement un impact dans les quartiers prioritaires. Je pense par exemple à la division par deux les classes de CP et CE1 en réseau d'éducation prioritaire, et dès cette année dans 2 500 classes de Rep +.

D'autre part, une mobilisation de tous les acteurs : les élus locaux, bien entendu, les bailleurs, le monde associatif, la société civile, les entreprises, les citoyens.

Nous avons donc besoin de vous.

Nous devons agir ensemble et collectivement pour le « faire ensemble » dans un souci d'intérêt général.

Je ne doute pas que nous y parviendrons.

Seul le prononcé fait foi

Retrouvez le discours en ligne

Contact presse : 01 44 49 85 65
www.cohesion-territoires.gouv.fr
[@Min_Territoires](https://twitter.com/Min_Territoires)